



Le ballon à la faucille et au marteau de la section amie de Saint-Quentin a dominé la Fête de l'Huma et servi de signal de rassemblement sous nos stands. Il a défié la pluie!

QUELQUES DATES À RETENIR:

15 octobre 2013, 15h00: Manifestation régionale contre la casse des retraites (M^o Assemblée nationale - lieu et heure à confirmer).

19 octobre 2013, 10h00: Assemblée de section élargie

**15 novembre 2013, 18h30:
Rencontre débat sur l'Union européenne.**

61 rue Violet (voir page 6)

15 décembre 2013, 12h00:
Repas fraternel de fin d'année des communistes du 15^{ème} et de leurs amis

Hors des luttes,

Est-ce que ce sera Fillon ou Sarkozy le candidat de l'UMP en 2017 ? Quels sont les arrangements, à droite ou à gauche, prévus pour les prochaines municipales ?

A entendre les media au service de l'idéologie dominante, la politique se résume à cela. A cela et aux réactions à la poussée organisée de Le Pen.

Les tenants du système ont trouvé un déversoir pratique à la colère populaire. Apparaissant non lié aux partis qui se succèdent au pouvoir pour faire la même politique, le FN est en mesure de jouer une partition de radicalité. Elle est à la fois destinée à détourner les salariés, le peuple des luttes et à servir de repoussoir pour assurer aux partis de gouvernement un appui minimal, « républicain ».

Nous pouvons – il le faut – analyser minutieusement l'évolution du discours de l'extrême-droite, leur duplicité, prouver la persistance de leurs origines fascistes. Ne manquons pas de rappeler que l'allié naturel recherché par le FN, c'est la droite. Mais pour contrer leur rôle de récupérateur de toutes les colères, imposons un constat: leur rejet total de la lutte des classes, leur opposition irréductible à l'organisation de la classe ouvrière. Leur pseudo-opposition (nationaliste) à l'UE, leur récupération de position pour des « nationalisations », tous leurs positionnements opportunistes tombent devant cette réalité que communistes, nous sommes les premiers à devoir porter.

Honte aux politiciens qui de Valls à Gains (et Gerin, honte du PCF qui ose traiter les Roms de « chiens égarés » dans les colonnes du Figaro) tentent la surenchère raciste contre les Roms. Confrontés à un régime de discrimination systématique depuis la restauration capitaliste dans les pays de l'est, certains Roms, entre 15.000 et 20.000 se réfugient en France. Aucune raison n'existe de les différencier des autres Roumains ou Bulgares, ou Slovaques. Les enfants doivent aller à l'école. Chacun doit avoir un logement décent. Les délinquants doivent être sanctionnés.

Pendant ce temps, Hollande et son gouvernement enterrent sous leur discours lénifiants, suivant les illusions entretenues en 2012, les grandes luttes, notamment celles pour les retraites en 2010, aujourd'hui effacées par la modestie relative de la nouvelle contre-réforme. Dans le 15^{ème}, nous en sommes à 12.000 tracts diffusés sous le titre « Reprenons la bataille des retraites là où on l'a laissée en 2010 ! ».

Communistes du 15^{ème}, chaque jour nous confirme dans la justesse de notre parti pris, de notre choix de la lutte, dans les entreprises et les quartiers, complètement à contre-courant de l'ordre des choses.

PCF & MUNICIPALES PARIS: notre communiqué en page 5:

Un « bulletin de vote » irrecevable pour une « consultation » biaisée

Hôtel-Dieu : une lutte qui porte la défense de toute l'Assistance publique, de toute l'offre de soin

Nous avons diffusé plus de 3000 tracts, notamment à l'HEGP et à Necker, intitulés « Hôtel-Dieu, c'est le moment de faire reculer le gouvernement ». Ces dernières années, la direction de l'AP-HP est parvenue à démanteler 75% des activités du plus vieil hôpital de Paris. Elle cherche maintenant à en finir, à liquider le service des urgences, dans le but de nourrir une opération immobilière à tiroirs, de faire le lit de l'hospitalisation privée. Mais elle se heurte à la conjonction entre la lutte des hospitaliers avec leur comité de soutien et l'approche des élections municipales. Aucun candidat n'ose défendre un projet qui prive les 9 arrondissements du centre de Paris de leurs urgences. Le sujet est sensible dans la campagne électorale. Nous avons pu juger de l'écho dans les autres hôpitaux dont les personnels subissent l'insupportable dégradation des conditions de travail due à la politique d'austérité et directement l'afflux de patients détournés de l'Hôtel-Dieu. Le PS au pouvoir au gouvernement et à Paris espère s'en tirer par des pirouettes. La ministre Marisol Touraine a annoncé que la fermeture des urgences serait « décalée ». Après les élections bien sûr ! Et pendant ce temps, le transfert des services d'aval se poursuit. Maintenant Anne Hidalgo demande la tête de la pédégère de l'AP-HP, Mireille Faugères, qui vient justement d'être nommée par le ministre Montebourg dans l'équipe dirigeante de la fumeuse « Nouvelle France industrielle ». Comme c'est téléphoné tout cela ! Le président de l'Agence régionale de santé, l'ex-ministre PS, Claude Evin et le responsable à la santé de la candidature Hidalgo, adjoint à Delanoë, Jean-Marie Le Guen sont les premiers partisans de la casse de l'Hôtel-Dieu. Ceux qui luttent, ceux qui les suivent ne se laisseront pas tromper et intensifieront la lutte. Nous avec eux !

SNCF : Soutien à la grève du 9 octobre

La « réforme ferroviaire » ne doit pas passer. Elle peut ne pas passer ! Après le succès de la mobilisation du 13 juin – 50 % de grévistes, d'avantage dans l'exécution – la journée d'action des cheminots, à l'appel de la CGT, le 9 octobre, a constitué une étape pour renforcer le mouvement.

Elle a porté l'opposition au « 4ème paquet ferroviaire » européen. Elle a surtout montré que le prétexte européen à la politique de mise en concurrence ne prendra pas. Les dégâts de cette politique sont évidents, dramatiques, dans les pays – Grande-Bretagne, Grèce – qui ont poussé le plus loin le processus. Le PDG Pépy et le gouvernement ont déjà perdu la bataille idéologique sur la nécessité de « l'euro-compatibilité » de l'avenir du rail en France.

Le PDG Pépy et le ministre Cuvellier sont aussi en train d'échouer aussi dans leur calcul pour faire accepter l'éclatement de la SNCF. La « réforme ferroviaire », projet de loi soumis au Parlement à la fin de l'année ou au début 2014, maintient la séparation entre la gestion du réseau, confiée à RFF depuis 1997, et l'exploitation. C'est une condition de la privatisation. Mais elle vise aussi – ce qui n'avait pas été réalisé – à déplacer les personnels de la SNCF de la maintenance vers une nouvelle entité, détachée de l'exploitation et du statut SNCF. Elle affecte, en outre, de nouveau l'intégralité de la dette induite des investissements à la SNCF, poussant à la pression sur l'emploi et les conditions de travail, au nom de la productivité, à la hausse des tarifs au nom de la rentabilité. Tout cela pour le compte de la finance !

Assez crient les cheminots ! La catastrophe de Brétigny donne lieu à un épanchement de générosité de Pépy pour les victimes. Il craint que cela ne vienne enrayer le plan gouvernemental, mobiliser les usagers excédés... Dans un contexte de lutte globale dans l'entreprise. Voilà bien ce que nous voulons favoriser : le rejet de l'application des directives européennes, le rejet de la logique de régionalisation et d'appel d'offre, la défense et le rétablissement du statut des cheminots SNCF, le refus de toute négociation vers le bas au nom de la concurrence et d'une soi-disant convention collective des travailleurs du rail, en résumé la mise en échec de la « réforme ferroviaire ».

RATP : profits en hausse de 21%, emploi, salaires et conditions de travail en baisse de combien ?

Le PDG Pierre Mongin se réjouit. Sans doute pas de sa mise en examen dans l'affaire Karachi en même temps que notre ex « bon maire RPR » Galy-Dejean et sans doute avant notre ex « bon député » Edouard Balladur. Non, il se félicite de la progression des profits de la RATP passés sur les 6 premiers mois de l'année de 149 à 190 millions d'euros. Cet argent servira à des rachats de réseau plus ou moins spéculatifs un peu partout dans le monde, ou à enrichir les banques... Nous avons calculé et diffusé ce que cela représentait au niveau de l'EPIC (réseau historique RATP) : 1115 euros prélevés de plus, d'exploitation supplémentaire par agent. Les salaires sont gelés. Les conditions de travail, notamment les repos compensateurs sont remises en cause. 803 emplois ont été supprimés dans l'EPIC malgré une augmentation de 1,8% du trafic. Aux prétentions de M. Mongin et de ses commanditaires gouvernementaux et européens, les salariés répondent par la lutte : les 50% de grévistes le 13 juin dernier – 60% à Croix-Nivert- , contre l'augmentation du temps de travail, annoncent d'autres grandes mobilisations.

SGS-Aster : quel gâchis !

Ça y est, le plan de suppressions d'emploi est validé et les lettres de licenciement vont arriver (voir Infos 15 n°89). La quasi-totalité des 100 salariés restant de ce centre d'essais cliniques – rue Eugène Million – sont concernés. Depuis des mois, la direction de la multinationale SGS qui a racheté la clinique pour mieux la démanteler, récupérer, revendre ou délocaliser ses activités laissait les salariés sans travail après avoir vidé le carnet de commandes. Nous avons apporté notre soutien à la lutte exemplaire menée par la section CGT. Nous continuons, même dans cette phase, à dénoncer le plus fortement possible ce gâchis, contradictoire avec tous les objectifs affichés par le gouvernement. Nous avons diffusé 3000 tracts, fait déposer une question écrite à l'Assemblée nationale. A défaut maintenant de sauvegarde et de reprise de l'activité, la question du reclassement des personnels et du maintien des compétences est plus fortement posée que jamais.

Beaugrenelle : à quoi sert la Sempariseine ?

Le scandale commence à faire du bruit. Le promoteur Gecina a déjà mis en vente le nouveau centre commercial Beaugrenelle avant même son inauguration le 22 octobre. Un investisseur chinois serait sur les rangs, le groupe financier Safe. Attiré par cette situation en bord de Seine, il serait prêt, selon l'AFP, à déboursier 700 voire 800 millions d'euros. Gécina et ses partenaires, Apsys et le groupe Rothschild avaient annoncé un investissement de 392 millions d'euros. Juteuse plus-value en perspective, rendue possible par la décision de la municipalité de Paris en 2006 de leur accorder la pleine propriété des emprises foncières, c'est-à-dire les mains libres pour l'avenir, pour ... 15 millions d'euros ! Le 7 septembre, la direction de la Sempariseine, société d'économie mixte de la Ville organisait une opération publicitaire à l'occasion de l'ouverture d'une misérable passerelle publique au-dessus de la rue Linois. Nous avons interpellé M. Claude Dargent vice-président de la Sem, conseiller de Paris PS, à défaut de M. Ian Brossat, conseiller FdG, récemment promu président par Bertrand Delanoë, qui s'est aussitôt éclipsé. Dargent, sans complexe, remercie Gécina et justifie son opération financière. Gécina ne serait qu'un « aménageur ». Des années durant Anne Hidalgo nous l'avait présenté pourtant comme un « investisseur durable ». Et puis, si ce n'est qu'un « aménageur », pourquoi lui avoir cédé Beaugrenelle. Gécina n'est bon à rien, dans le bâtiment et les travaux publics, dans l'architecture, bon juste à s'accaparer de l'argent pour ses actionnaires, à Beaugrenelle, comme au travers de multiples « ventes à la découpe » qui chassent les salariés de Paris. La Sempariseine, héritière de la Semea15 avait comme raison d'être d'aménager les quartiers pour le compte de la Ville. Il semble maintenant qu'elle ne serve plus à rien d'autre qu'à aider les spéculateurs à faire des profits sur le dos de la collectivité et des habitants. Le 22 octobre, jour d'inauguration, sera aussi un jour de lutte !

Succès des stands qui font le pari de l'avenir du PCF : Paris 15, Haute-Saône, Saint-Quentin...

C'est la mode chez les sociologues et historiens au service de l'idéologie dominante d'analyser et de décrire la « contre-société » qu'aurait constituée le PCF. La direction « mutante » du PCF les reprend complaisamment pour mieux poursuivre son travail de banalisation du Parti dans la « gauche » et le système.

Selon eux, un parti à 600.000 adhérents et 20% des voix aurait été en dehors de la réalité alors qu'un parti à 3 ou 4% fondu dans les institutions et le Front de gauche serait en phase avec le monde. Le PCF, comme parti de lutte et de masse, ne pouvait pas exister en dehors de la société qu'il voulait changer. C'est une évidence, comme c'est une évidence qu'un parti de classe ne saurait fonctionner suivant les formes d'organisation du capitalisme et des partis bourgeois.

C'est ce qui reste de cette « contre-société » qui fait tout le caractère toujours exceptionnel de la Fête de l'Humanité, fête communiste. On l'apprécie peut-être encore davantage pendant la semaine du montage, temps de fraternité tourné vers l'objectif politique du succès des stands militants. Tous les corps de métier se rassemblent et se mélangent dans une improvisation inévitable mais sympathique.

Plus de 45 camarades et amis de la section du PCF Paris 15^{ème} ont participé à la réussite collective. Plus de la moitié d'entre eux sont de jeunes militants, montrant le dynamisme de notre section.

Visiblement, la direction de la Fête avait décidé de rassembler et d'isoler les stands les plus contestataires, sinon les plus communistes. Sur 50 mètres de façade se succédaient celui de la section de Saint-Quentin, celui de Paris 15 et celui de la fédération de la Haute-Saône. Notre fraternité unie s'est avérée contagieuse ! Merci au PCF Saint-Quentin pour la bonne idée d'élever au-dessus de toute la Fête un immense ballon gonflé à l'hélium portant la faucille et le marteau ! Un défi au capitalisme, à la résignation et ... à la pluie qui ne nous a pas épargnés surtout le samedi.

Depuis des années, le caractère populaire et politique de la Fête est mis à mal par l'économie marchande et par les



*L'équipe de monteurs du PCF Paris 15
après sa première performance*

choix de la direction du Parti et du journal.

Les cachets des vedettes, pas toujours très progressistes, s'envolent comme les frais fixes. La pression financière s'abat sur les stands, de moins en moins militants, de plus en plus institutionnels.

Nous faisons une priorité politique à ce que notre stand reste, malgré tout, 100% militant, même dans ses activités commerciales. Notre librairie progressiste a bien fonctionné. L'échange politique a toujours été mis en avant. Sur le plan culturel, nos camarades de la RATP, Martial et Olivier, « La mauvaises herbes » ont tenu le samedi soir un concert épatant, reprenant les chansons de Georges Brassens comme aucun autre groupe. On aurait voulu, comme au déluge, les garder 40 jours sous le stand...

A 21 euros, 30 sur place, la vignette, les visiteurs de la Fête ne sont plus les mêmes. Pour des jeunes qui restent les 3 jours, la Fête représente le dernier grand festival de l'été et reste abordable. Pour bien des familles franciliennes qui voudraient venir un jour ou une demi-journée, avec le coût de l'alimentation et des activités, sans compter les difficultés de transport, cela devient impossible. Le prix de la vignette a été multiplié par 3 en 20 ans... Au fil des ans, une fidélité s'est perdue même chez les communistes et les sympathisants.

Moins populaire et moins communiste.

La politique s'est retirée des allées de la Fête, des stands, des masses. Elle se concentre d'abord dans les déclarations des leaders du Front de gauche, ensuite dans des débats plus ou moins « élitistes » s'adressant aux franges « politisées » des visiteurs, réellement demandeurs d'approfondissement. Nous avons vendu plus de 100 « Cahiers communistes » sous le stand.

On chercherait en vain la campagne de lutte de masse que le PCF aurait pu et dû lancer contre la politique du capital en cette rentrée.

Avec d'autres, nous avons diffusé tracts et journaux contre la guerre en Syrie, contre l'opération du gouvernement sur les retraites pour enterrer les mobilisations de 2010, pour une rupture avec l'Union européenne et l'euro. Par les multiples discussions sur la fête, nous avons eu confirmation du **caractère central de cette dernière revendication quand elle est associée aux luttes immédiates : abandon de l'euro, rupture avec l'UE, refus de l'application des traités, directives et règlements européens illégitimes**, par exemple pour contrer la « réforme ferroviaire » programmée pour la fin de l'année.

Du côté du Front de gauche – on ne peut pas accuser les media bourgeois de s'être trompés – toutes les préoccupations ou presque portaient sur les manœuvres pour les prochaines élections municipales.

Le Front de gauche est fidèle à sa vocation

FETE DE L'HUMA 2013

politicienne et électoraliste. Le sénateur PS honoraire Mélenchon s'est étalé dans la Fête, bien décidé à utiliser les élections municipales pour se redonner une image d'opposant gauchiste à Hollande (dont il veut devenir pourtant premier ministre !) et, au passage, pour plumer la volaille communiste. Ancien bras droit de Delanoë à la municipalité de Paris, d'autres comme Mme Clémentine Autain ont déversé ses leçons de « radicalisme » aux media qui voulaient bien l'entendre.

Les directions du Parti, gênées, ont du mal à se dégager d'une image, reflétant trop souvent la réalité, de dépendance au PS. L'agression du PG est logiquement très mal vécue par les camarades. Pour notre part, nous vivons très mal la place royale laissée à la social-libérale Anne Hidalgo, élue du 15^{ème}, à cette fête qui n'est pas la sienne. Elle n'a pas eu le courage de venir sur notre stand...

Les élections municipales ne peuvent pas être le pivot de l'action politique, encore moins dans le défaut d'une stratégie cohérente nationale que la direction du PCF est dans l'impossibilité de fournir.

L'Humanité n'est plus l'organe central du PCF mais reste, plus que jamais, la courroie de transmission de sa direction. Pierre Laurent a synthétisé la ligne dans une interview à Libération en août 2012 que nous avons soulignée : Le PCF avec le Front de gauche a vocation à reprendre l'héritage du mouvement communiste et du mouvement socialiste du début du 20^{ème} siècle : Blum sinon Guy Mollet ! **La dénomination des allées de la Fête 2013 a reflété cette ambition de fusion à gauche.** Une avenue Miterrand (Danièle) jouxtait la grande scène. On nous a placés avenue Stéphane Hessel...

Les invitations aux débats ont traduit la même intention. Pierre Laurent a regretté l'absence, cette année, de ministres socialistes mais s'est réjoui de la présence de l'ex-ministre Batho ou

d'Anne Hidalgo. Les « experts » de la social-démocratie ont côtoyé les cadres les plus réformistes de la CGT ou même des patrons comme Pierre Mongin de la RATP. Au principal débat économique, Thomas Picketty, Jean-Christophe Le Duigou et Emmanuel Todt se donnaient la réplique : un conformisme digne de France Culture !

Dans le même ordre d'idée, le dimanche, l'humoriste contestable Djamel Debbouze, ancien soutien de Ségolène Royal, actuel supporter de François Hollande, a eu le loisir de se moquer des communistes sur la scène centrale et pas si « gentiment » que ça.

Nous avons vécu directement ce décalage entre des directions du Front de gauche et de la Gauche européenne qui entendent rompre avec l'histoire et les positionnements du PCF et les attentes des travailleurs vis-à-vis de leur parti et de leur syndicat historiques. La faucille et le marteau, bannis par les directions depuis le dernier congrès, se sont arrachés en autocollants ou badges : un signe qui va bien au-delà du réflexe identitaire.

Même appauvrie, la Cité internationale reste un lieu de rencontre enrichissant : de Cuba au Viêt-Nam en passant par le Portugal, la logique d'adaptation au système ne fait pas l'unanimité dans les pays et les partis. Mille remerciements aux camarades du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (PADS) pour avoir revigoré notre équipe de monteurs ! La Fête dans son ensemble a porté un beau témoignage de soutien à la résistance palestinienne.

Fourbus mais toujours enthousiastes, lucides sur l'état du PCF mais combatifs devant la nécessité de son relèvement, ainsi revenons-nous de la Fête de l'Humanité 2013.

En nous promettant de faire encore mieux l'an prochain !

RATP—Croix Nivert : JUJU!

Bonne retraite Juju !

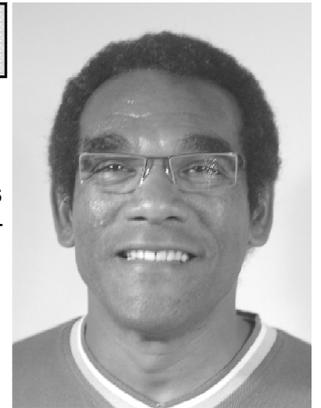
Notre camarade Junon Peintre a fêté son départ à la retraite le 27 septembre 2013 : 36,5 années au dépôt RATP de Croix-Nivert ! Plus de 150 collègues, camarades syndiqués et communistes ont honoré un événement festif mais évidemment aussi politique. A la suite de nos regrettés camarades Michel Bosz et Guy Morillon, de Jean-Paul Geoffroy et d'autres, Juju a incarné le syndicat et le Parti dans l'entreprise, avec son style fait d'une profonde détermination mais aussi d'une décontraction qui a déconcerté plus d'un cadre ou chef de centre.

On se souvient de la vaine tentative d'un d'entre eux pour faire ôter à Juju de ses casiers de vestiaires des autocollants expressifs de son engagement pour le service public et le socialisme. La directrice de centre, jusqu'à la fin, aura – incroyablement - essayé d'empêcher la tenue du pot dans le dépôt, cherchant tous les prétextes, mais se retrouvant désavouée. Juju trouble visiblement sa conception d'un dialogue social caporalisé. Plus courtois ou plus subtil, le directeur du secteur ouvrier de la Régie est venu le saluer.

Les hauts faits, les anecdotes savoureuses ne doivent pas effacer le dévouement de tous les jours du syndicaliste Juju à ses collègues, du militant politique Juju à l'action du PCF Paris 15 dans l'entreprise, dans l'arrondissement, dans le Parti. On a rappelé quand même qu'il fit partie de ceux, un soir de 1987, qui s'aperçurent que le format des affiches pour André Lajoinie correspondait exactement à celui des publicités placées sur les bus qui allaient quitter Croix-Nivert.

Une importante délégation de la section est venue célébrer notre camarade, pilier également de notre stand à la Fête de l'Huma. Notre secrétaire, Emmanuel Dang Tran a prononcé quelques mots comme le nouveau responsable du collectif bus du GISO (CGT ouvriers RATP), Loïc Courtais et Alain Casale, secrétaire de l'Union locale CGT. Les échanges ont continué tard.

La vigueur, la générosité du jeune retraité, maintenant son nouveau temps libre, promettent aux organisations révolutionnaires du 15^{ème} et de la RATP un concours accru encore et plus précieux que jamais.



Stratégie du PCF Paris pour les municipales : Un « bulletin de vote » irrecevable pour une « consultation » biaisée Nous appelons au boycott du vote.

Communiqué du secrétariat de la section du PCF Paris 15^{ème}, 10 octobre 2013

Le Conseil départemental du PCF 75 s'est réuni le 8 octobre avec comme ordre du jour, une nouvelle fois, les élections municipales.

Les représentants de la section du 15^{ème} arrondissement ont rappelé leur désapprobation de l'ensemble du processus engagé depuis des mois. Les candidats « têtes de file » ont été désignés avant communication d'un projet de programme. Aucun bilan de la mandature sortante n'a été soumis à la discussion des communistes. Le débat a été enfermé dans un choix, biaisé, entre deux combinaisons politiciennes.

L'adoption du « bulletin de vote » pour la consultation des adhérents s'étalant sur les 17, 18 et 19 octobre parachève ce dispositif laborieux, paralysant pour l'activité des communistes dans les luttes. Il est irrecevable.

La direction départementale a refusé de soumettre au vote des communistes la proposition, portée par notre section depuis le départ, de constituer à Paris des listes de rassemblement initiées par le PCF, en rupture avec la co-gestion du social-libéralisme de la municipalité Delanoë-Hidalgo.

Le prétexte invoqué est que cette hypothèse n'a pas été discutée dans les sections – évidemment puisque que les directions ont refusé de la mettre en débat. Elles craignent visiblement toujours de le faire. **Il est inconcevable que des directions du PCF excluent d'emblée de présenter des candidats portant les couleurs de leur parti.**

La direction départementale a également refusé de prévoir une case « abstention » sur le bulletin, au prétexte que ce vote ne réglerait pas le problème de la stratégie électorale.

Le texte du « bulletin de vote » correspond à une démocratie téléguidée.

Depuis des mois, les hauts dirigeants du Parti, dont Pierre Laurent, pèsent de tout leur poids pour l'intégration dès le 1^{er} tour sur les listes du PS à Paris. L'énoncé du « choix n°1 » du bulletin en rajoute en soulignant explicitement qu'il s'agit du choix de la direction parisienne. Il promet en outre un nombre, en nette augmentation, des sièges d'élus octroyés par le PS. Comme si l'élection avait déjà eu lieu !

Cette pratique politicienne – la répartition des places avant les objectifs politiques - traduit une réalité opposée aux conceptions communistes. Elle se situe malheureusement dans la continuité et la cohérence de l'alignement du PCF 75 et des élus sortants sur les orientations de Delanoë-Hidalgo.

Le « choix n°2 », l'alliance avec le PG au 1^{er} tour dans des listes autonomes, est quasiment virtuel. Il vise à canaliser le mécontentement bien réel de nombreux communistes face au PS gouvernemental comme local. Les dirigeants parisiens qui soutiennent cette option – tactiquement ? – sont tout aussi liés au bilan de l'équipe sortante Delanoë-Hidalgo. Ce choix est virtuel car Mélenchon et ses disciples parisiens multiplient les provocations et posent délibérément des conditions inacceptables, trop heureux de pouvoir plumer la volaille communiste et faire oublier leur ralliement « sans conditions » sur Hollande aux présidentielles. Mélenchon poursuit son opération de recomposition politicienne en tendant la main à des dirigeants opportunistes d'EELV.

Le choix des directions parisienne et nationale du PCF pour Paris est lourd de conséquences nationalement. Paris n'est pas n'importe quelle ville. Outre la capitale, c'est une ville où la gestion municipale du PS est incontestablement « social-libérale ».

Le bulletin de vote dans son ensemble confirme l'impasse pour notre Parti comme pour les travailleurs de la stratégie du Front de gauche voulue par la direction du PCF.

Nous appelons nos camarades parisiens à boycotter le vote des 17, 18 et 19 octobre. Bien sûr, nous transmettrons les bulletins arrivés à la section.

Dans les mois qui viennent, comme dans les mois passés, notre priorité est d'aider au développement des luttes dans le 15^{ème}, à Paris, comme de la résistance à la politique poursuivie par le gouvernement.

Nos luttes ne seront pas suspendues pour cause d'élection !

NON A L'UE DU CAPITAL!

Nous reprenons ci-dessous l'analyse sur l'UE que nous avons diffusée à la Fête de l'Huma soucieux d'abord de pousser le débat avec les camarades et les sympathisants, ensuite de participer à développer de campagnes nationales d'action, liant rejet de l'UE et luttes, de la même ampleur que celles de 1992 contre Maastricht, de 2005 contre le projet de « constitution européenne ».

Nous avons décidé d'organiser

une rencontre-débat, vendredi 15 novembre, à 18h30, au 61 rue Violet (métro Emile Zola).

Pour la sortie de la France de l'euro et la rupture avec l'Union européenne du capital!

Au nom des déficits et des dettes publiques qu'ils ont eux-mêmes creusés, les gouvernements européens, de droite comme de « gauche », accélèrent leur politique de coupe des dépenses publiques, de casse des systèmes de protection sociale, de privatisations. Tant qu'il détient le pouvoir, le capitalisme utilise sa propre crise à son profit.

De concert, l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international aident les gouvernements à saigner leur peuple. Plus que jamais, le Traité de Lisbonne, les directives européennes, l'euro apparaissent pour ce qu'ils sont : des instruments pour coordonner les politiques antisociales.

Les peuples ont fait leur expérience. Tout ce que nous, communistes, dénonçons, dans les années 90, en combattant le Traité de Maastricht s'est vérifié. L'euro sert à aggraver la concurrence entre les travailleurs dans et hors la zone euro, exacerbant la xénophobie. L'euro facilite les délocalisations, favorise la domination des trusts les plus puissants contre les activités en développement répondant aux besoins des populations. C'est un instrument redoutable pour tirer les salaires et les acquis sociaux vers le bas, les prix des denrées élémentaires vers le haut. C'est un outil de domination, complice du dollar, conçu pour être hors de portée des peuples et les affamer au service de la finance mondiale.

Les travailleurs ne restent pas sans lutter. Un mouvement profond de contestation se développe partout, d'Athènes à Rome en passant par Paris.

Pour l'instant, le système et ses relais réussissent à canaliser le mouvement vers l'alternance électorale entre des forces de droite ou de « gauche », qui sitôt les élections passées, appliquent plus ou moins la même politique. Leur consensus: la soumission à l'UE, la défense de l'euro.

Pour l'UE, pour l'euro, c'est l'Union sacrée de la droite, du PS, du Medef. L'idéologie dominante y met toutes ses forces : « il faut sauver l'euro » et tous les sacrifices sont bons pour cela. Les syndicats réformistes, à l'image de la Confédération européenne des syndicats (la CES), fer de lance du Traité de Lisbonne, promeuvent une soi-disant « Europe sociale » pour mieux légitimer les institutions européennes et l'euro. Les organisations du capital s'efforcent de détourner la colère populaire vers une issue qui va enfoncer encore davantage les travailleurs : le renforcement de l'UE du capital, de ses institutions qui écrasent les démocraties nationales, l'établissement d'une « gouvernance européenne ». Le point d'arrivée, c'est le sinistre « Pacte pour l'euro », une politique imposée au moyen de l'euro, synonyme d'austérité à perpétuité et de mise sous tutelle des Etats démocratiques.

En France, comme ailleurs, le système assigne à sa roue de secours d'extrême-droite le soin, comme en 1992 contre Maastricht, ou en

2005 contre le TCE de dévoyer l'opposition à l'UE du capital, en les associant au nationalisme et au racisme pour mieux torpiller les luttes. Comme d'habitude, le capital joue avec le feu : ne laissons pas faire !

Les peuples, quand on leur demande leur avis ne se trompent pas : NON à Maastricht ou au TCE au Danemark, en Irlande, aux Pays-Bas ou en France. Un vote de classe, celui des ouvriers, des paysans, des employés, de ceux qui ont le plus intérêt à combattre le capital, s'exprime à chaque fois contre l'UE. Un rapport de force existe liant luttes et rejet de l'UE du capital.

Voilà pourquoi, communistes, nous reprenons le combat de toujours du PCF contre l'intégration européenne capitaliste. Le PCF est la seule force politique conséquente qui a toujours combattu l'intégration européenne depuis la CED (l'armée européenne) en 1953 jusqu'au combat contre le Traité d'Amsterdam et la monnaie unique en 1998 en passant par le Traité de Rome.

La sortie de la France de l'euro, c'est-à-dire la fin de l'euro, vu la place centrale de notre pays, n'est pas synonyme d'avènement du socialisme. Bien sûr, mais ce serait une victoire politique majeure, une mise en échec historique de l'UE, l'explosion du consensus droite/PS en France. Evidemment, pour nous, elle doit s'accompagner d'autres mesures fondamentales telles que la remise en cause de la dette publique indue, la nationalisation du secteur financier, une autre politique fiscale et salariale. Elle va dans le sens du refus croissant de l'application du Traité de Lisbonne, des directives et règlements européens.

En 1992 comme en 2005, notre parti a su aller à contre-courant. En 2013, nous refusons plus que jamais de céder à la pression réformiste dominante : aucune illusion ne peut être laissée, avec la CES ou le Parti de la gauche européenne, sur une réorientation contre-nature de l'UE ou de la BCE ! Le débat ne saurait être esquivé dans le Parti pour cause de campagne électorale ou d'adhésion au Parti de la « Gauche européenne ».

Les institutions de l'UE n'ont d'objectif que d'éliminer les acquis sociaux et démocratiques nationaux, le droit, souvent chèrement payé, des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elles tentent de tout porter au niveau supranational où ils n'ont pas de prise mais où les multinationales sont omnipotentes. Au contraire, la résistance au plan national est décisive dans l'intérêt mutuel, *internationaliste*, des peuples!

